



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Le P.A.R.I.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Le P.A.R.I.

57 boulevard de Metz 59037 LILLE CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Le P.A.R.I.

57 boulevard de Metz 59037 LILLE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Le P.A.R.I.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Le P.A.R.I. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

Le P.A.R.I.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 16 juin 2025

KPMG SA

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'M. Brion', with a long, sweeping horizontal stroke underneath.

Maxime BRION

Commissaire aux Comptes

ETATS FINANCIERS COMBINES EXERCICE 2024

Association Le P.A.R.I.
Point Addictions Rencontres Informations

✉ 57 bd de Metz, 59037 Lille Cedex
☎ 03.20.44.59.46
@ www.lepari.fr
<https://facebook.com/lepari.fr>



Sommaire

Comptes annuels.....	3
1) Compte rendu	4
2) Bilan actif	5
3) Bilan passif	6
4) Compte de résultat	7
Annexes.....	9
1) Faits caractéristiques de l'exercice	10
2) Règles et méthodes comptables	10
a) Immobilisations incorporelles	12
b) Immobilisations corporelles	12
c) Immobilisations financières.....	13
d) Créances	13
3) Approche par composants.....	14
4) Locations	15
5) Etat des créances à la clôture de l'exercice.....	15
6) Charges constatées d'avance.....	15
7) Produits à recevoir	15
8) Tableau des ressources	16
9) Tableau de variation des fonds propres	16
10) Tableau de variation des fonds dédiés	17
11) Etat des dettes à la clôture de l'exercice	18
12) Produits constatés d'avance	18
13) Charges à payer	18
14) Indemnité de départ à la retraite	19
15) Contribution volontaire	19
16) Commissaire aux comptes.....	19
17) Rémunérations des organes d'administration, de direction, de surveillance.....	19
18) Les effectifs	19



COMPTES ANNUELS EXERCICE 2024

1) Compte rendu

Présentation des comptes annuels pour :

LE PARI REGROUPE
Pour l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes annuels sont joints à la présente attestation, ils sont paginés conformément au sommaire figurant en tête du présent document, ils se caractérisent par les données suivantes :

Total ressources :	649 754 €
--------------------	-----------

Résultat net comptable :	27 691 €
--------------------------	----------

Total du bilan :	661 077 €
------------------	-----------

Fait à Lille,
le 19 juin 2025

2) Bilan actif

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépr.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Fonds commercial ⁽¹⁾				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés				
Autres immobilisations incorporelles	8 735	7239	1 496	2 514
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels, out.	103 963	46 582	57 381	21 827
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations grevées de droit				
Autres				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	11 320		11 320	10 983
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total (I)	124 018	53821	70 197	35 324
Comptes de liaison				
Total (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commande				
Créances				
Créances clients, usagers et compte rattachés	3 313		3313	8133
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	46 396		46396	122 593
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	534 963		534 963	496 559
Charges constatées d'avance	6208		6208	5 423
Total (III)	590 880		590 880	632 708
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion Actif (VI)				
Total général (I+II+III+IV+V+VI)	714 898	53821	661 077	668 032

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an (brut)

(3) dont à plus d'un an

3) Bilan passif

PASSIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024	01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	150 183	127 312
Fonds propres complémentaires	18 929	18 929
Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. Inv.)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Apports		
Legs et donations		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	253 874	172 668
Réserves		
Autres		
Report à nouveau	-19 751	9 571
Résultat sous contrôle de tiers financiers		
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Excédent ou déficit de l'exercice	27 691	74 754
Situation nette	430 926	403 234
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	18 002	18 412
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total (I)	448 928	421 646
Comptes de liaison		
Total (II)		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	94 876	137 488
Total (III)	94 876	137 488
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	13 282	12 755
Total (IV)	13 282	12 755
DETTES ⁽¹⁾		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 734	20 850
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	78 303	75 293
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	5 954	0
Total (V)	103 991	96 143
Ecart de conversion passif (IV)		
Total général (I+II+III+IV+V)	661 077	668 032

(1) Dont à plus d'un an

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

(3) Dont emprunts participatifs

4) Compte de résultat

	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024	01/01/2023 au 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION ⁽¹⁾		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de marchandises	395	500
Prestations de services	19 619	14 056
Production vendue		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	603 794	657 739
Subventions d'exploitation et participations	25 946	15 000
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges	214	-428
Transfert de charges		
Utilisations des fonds dédiés	12 520	41 953
Autres produits	617	555
Total produits d'exploitation (I)	663 105	729 375
CHARGES D'EXPLOITATION ⁽²⁾		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks de matières premières et autres approvisionnement		-180
Autres achats et charges externes *	110 937	109 703
Achats non stockés de matières et fournitures		
Services extérieurs et autres		
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	19 055	14 409
Salaires et traitements	382 202	338 801
Charges sociales	145 843	126 342
Dotations aux amortissements, dépréciations		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	12 058	9 388
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Subventions versées par l'association		
Reports en fonds dédiés	55 132	62 296
Autres charges	2 601	1 580
Total charges d'exploitation (II)	727 828	662 340
RESULTAT D'EXPLOITATION (I) - (II)	-64 723	67 033

4) Compte de résultat suite

	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024	01/01/2023 au 31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	6 842	2 828
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de charge		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers (V)	6 842	2 828
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (VI)		
RESULTAT FINANCIER (V) - (VI)	6842	2 828
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 103	5 241
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du BFR		
Reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
Reprises sur provisions réglementées des plus-values nettes d'actif		
Reprises sur autres provisions réglementées		
Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		
Transfert de charges		
Total des produits exceptionnels (VII)	4 103	5 241
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3756	274
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Dotations sur provisions réglementées destinées à la couverture du BFR		
Dotations sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
Dotations sur provisions réglementées des plus-values nettes d'actif		
Dotations sur autres provisions réglementées		
Engagement à réaliser sur ressources affectées		
Total des charges exceptionnelles (VIII)	3 756	274
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII) - (VIII)	347	4 967
Impôts sur les bénéfices		75
SOLDE INTERMEDIAIRE	14 921	
Total des produits	716 663	737 444
Total des charges	688 972	662 690
EXCEDENT OU DEFICIT ⁽³⁾	27 691	74 754

*y compris Redevances de crédit-bail mobilier
Redevances de crédit-bail immobilier

⁽¹⁾ Dont produits afférents à des exercices antérieurs

⁽²⁾ Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

⁽³⁾ compte tenu d'un résultat exceptionnel avant impôt de



ANNEXES

EXERCICE 2024

✉ 57 bd de Metz, 59037 Lille Cedex
☎ 03.20.44.59.46
@ www.lepari.fr
<https://facebook.com/lepari.fr>

1) Faits caractéristiques de l'exercice

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 661 077€, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 27 691€

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes annuels ont été établis le 23/04/2025.

2) règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le résultat de l'association se décompose comme suit :

- CSAPA (gestion encadrée) : 824 € contre 51 884 € en 2023
- ASSOCIATION (Gestion propre) : 26 867 € contre 22 870 € en 2023

-> Soit un total de 27 691 € contre 74 754 € en 2023.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

et celles du règlement n° 2019-04 du 8 novembre 2019, relatif aux activités médico-sociales gérées par les personnes morales de droit privé non lucratif.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

Le PARI est une association loi 1901 qui gère un centre de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA).

Un centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) est une structure pluridisciplinaire qui a pour mission d'assurer les actions de prévention et de soins aux personnes atteintes d'addictions.

Le CSAPA a aujourd'hui la vocation d'apporter une prise en charge pluridisciplinaire et conceptuelle sur toutes conduites addictives, quel qu'en soit l'objet.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Les missions du PARI ne sont pas limitées aux soins, elle effectue des actions de prévention, de formation, de promotion en santé et pourra mener des recherches cliniques sur la région Hauts de France.

Les moyens mis en oeuvre :

Les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) assurent, pour les personnes ayant une consommation à risque, un usage nocif ou présentant une dépendance aux substances psychoactives ainsi que pour leur entourage :

- L'accueil, l'information, l'évaluation médicale, psychologique et sociale et l'orientation de la personne ou de son entourage ; Dans ce cadre, ils peuvent mettre en place des consultations de proximité en vue d'assurer le repérage précoce des usages nocifs.
- La réduction des risques associés à la consommation de substances psychoactives ;
- La prise en charge médicale, psychologique, sociale et éducative. Elle comprend le diagnostic, les prestations de soins, l'accès aux droits sociaux et l'aide à l'insertion ou à la réinsertion.
- Les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) assurent le sevrage et son accompagnement, la prescription et le suivi des traitements médicamenteux, dont les traitements de substitution aux opiacés.
- Ils peuvent également prendre en charge des personnes présentant des addictions sans substances.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

• Constructions	30 ans
• Agencement et aménagement des constructions	10 à 20 ans
• Installations techniques	5 à 15 ans
• Matériels et outillages	1 à 20 ans
• Logiciels	1 à 3 ans
• Matériel de Transport	5 à 10 ans
• Matériel de Bureau	5 à 10 ans
• Matériel Informatique	3 ans
• Mobilier	10 ans

c) Immobilisations financières

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

d) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. Brute des Immob. Début d'exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	10 035		
CORPORELLES	Terrains				
	Sur sol propre				
	Constructions	Sur sol d'autrui			
		Inst. Générales, agencts & aménagts construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels		7 547		
	Autres	Inst. Générales, agencts & aménagts divers	954		33117
	immos	Matériel de transport			
	corporelles	Matériel de bureau & mobilier informatique	50 377		12 948
	Emballages récupérables & divers	4 335			
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
TOTAL			63 213		46 065
FINANCIERES	Participations évalués par mise en équivalence				
	Autres participations		10 983		337
	Autres titres immobilisés				
	Prêts & autres immob. Financières				
TOTAL			10 983		337
TOTAL GENERAL			84 231		46 402

CADRE B			IMMOBILISATIONS		Diminutions		V. Brute des Immob. fin d'exercice	Réévaluation légale / valeur d'origine
			par virt poste	par cessions				
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement		TOTAL					
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		TOTAL		1300	8 736		
CORPORELLES	Terrains							
	Sur sol propre							
	Constructions		Sur sol d'autrui					
	Inst. Gal. Agen. Amé. cons.							
	Installations techniques, matériel & outillage indust.					7 547		
	Autres		Inst. Gal. Agen. Amé. Divers			34071		
	immos		Matériel de transport					
	corporelles		Mat. Bureau, inform., mobilier		4 903	58 422		
			Emb. récupérables & divers			4 335		
Immobilisations corporelles en cours								
Avances et acomptes								
TOTAL				4 903	104 374			
FINANCIERES	Participations évalués par mise en équivalence							
	Autres participations					11 320		
	Autres titres immobilisés							
	Prêts & autres immob. Financières							
TOTAL					11 320			
TOTAL GENERAL				6 203	124 430			

3) Approche par composants

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : la décomposition des immobilisations ne présente pas d'impact significatif. En cas de mise en service de biens possédant des composants dont la durée d'usage économique est différente, une décomposition de la durée d'amortissement du bien sera appliquée.

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : amortis sortis de l'actif et reprises	Montants des amortis à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, développ.	TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	10 219	1 018	1299	9 938
Terrains					
Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales agen. aménag.				
Inst. Techniques matériel et outill. Industriels		3 873	873		4 746
Autres immob. corporelles	Inst. Générales agencés amén. Matériel de transport Mat. bureau et informatiq., mob Emballages récupérables divers	829 32 018 1965	1221 4 317 794		2050 36 335 2759
TOTAL		38 685	7 205	0	45 890
TOTAL GENERAL		48 904	8 223	1299	55 829

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES			Mouv. Net des amorts fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. Fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. Fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement								
TOTAL								
Autres immobilisations incorporelles								
TOTAL								
Terrains								
Constr.	Sur sol propre							
	Sur sol d'autrui							
	Inst. générales agen. aménag.							
Inst. Techniques matériel et outil. Industriels								
Autres immobs corporelles	Inst. Générales agencts amén.							
	Matériel de transport							
	Mat. bureau et informatiq., mob							
	Emballages récupérables divers							
TOTAL								
Frais d'acquisition de titres de participations								
TOTAL GENERAL								
TOTAL GENERAL NON VENTILE								

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

Détermination de la valeur actuelle

La valeur d'usage est retenue pour déterminer la valeur actuelle

4) Locations

L'association loue des photocopieurs, écran et machine à café pour un total annuel de 10 096€

5) Etat des créances à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations			
	Prêts ^{(1) (2)}			
	Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	3 313	3 313	
	Créances rep. Titres prêtés : prov. / dep. Antér.	25 432	25 432	
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Etat & autres coll. Publiques			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés	20 935	20 935	
	Divers			
	Groupe associés ⁽²⁾			
	Débiteurs divers (dont créances rel. Op. de pens. De titres)			
	Charges constatées d'avance	6 208	6 208	
	TOTAUX	55 888	55 888	
REVENUS	(1)			
	Montant des			
	(2)			
	Prêts & avances consentis aux associés (pers. Physiques)			

6) Charges constatées d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	6 208
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	6 208

7) Produit à recevoir

PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisation financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	10 000
Disponibilités	
TOTAL	10 000

8) Ventilation des ressources

Nature / objet	Financiers / Donateurs	Etablissement		CUMUL
		CSAPA	Association	
Facturation de prestations de formation, prévention...			19 499	19 499
Cotisation			120	120
Ventes de marchandises		395		395
Total prestation de service				20 014
Dotation globale de financement	ARS	603 794		603 794
Total concours publics				603 794
Trampoline : Accompagnement pluridisciplinaire renforcé soins / justice en santé globale pour les personnes condamnées dont le passage à l'acte est lié à l'addiction	ARS	4046		4 046
Trampoline : Accompagnement pluridisciplinaire renforcé soins / justice en santé globale pour les personnes condamnées dont le passage à l'acte est lié à l'addiction	MILDECA		11 900	11 900
SAAM	CPAM		10 000	10 000
Total subventions				25 946

9) Variation des Fonds propres

Variation des fonds propres	31/12/2023	affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Résultat de la période	31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprises	127 312	22871				150 183
Réserve d'investissement CSAPA	67 813					67 813
Réserve de trésorerie CSAPA	66 131					66 131
Réserve de compensation	26 258	81 206				107 464
Réserve pour projet associatif	12 196					12 196
Report à nouveau	9 571	-29 322				-19 751
Résultat	74 754	-74 754			27 691	27 691
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	14 549					18 929
Total	398 584	0	0	0	27 691	430 656

10) Variation des Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	31/12/2022	Augmentation / report	Diminution / Utilisation	31/12/2023
Travaux siège social	20 020		20 020	-
Total 1921 Fonds dédiés d'investissements	20 020			20 020
prise en charge rémunération stagiaire social (6 mois maximum)	399			399
evaluation externe	407			407
Naloxone	286			286
EPI	376		39	337
financement contrat d'apprentissage	2 516			2 516
autolaveuse	550		68	482
sas accueil	3 499		3 499	-
action ponctuelle	1 517		627	890
matériel info passage fibre	636		-	636
Fonds dédiés année 2020	1 866		1 866	-
naloxone	636			636
vitamine b1	1 000			1 000
evaluation externe	9 000			9 000
formation	11 820		2 102	9 718
amelioration de l'offre à destination des usagers des drogues illicites	7 210		4 044	3 166
SEDEN	3 681			3 681
Naloxone	639			639
vitamine b1	1 000			1 000
Location 24 mois machine à café	2 840		2 840	-
Qualité de vie au travail	5 947		4 368	1 579
Contrat d'alternance communication	8 800			8 800
Matériel RDR (kits base)	2 520		2 457	63
Intégration d'un patient expert pour 3 ans (12400€ par an)	37 200		13 203	23 997
Qualité de vie au travail	3 430			3 430
Matériel RDR (kits base)		2 520		2 520
Total 1922 Fonds dédiés d'exploitation	107 772	2 520	35 112	75 181
ARS Trampoline	10 000		10 000	-
Prev 62	4 695			4 695
Total 194 Fonds dédiés sur subvention d'exploitations	14 695	-	10 000	4 695
Vinci	5 000			5 000
Total 195 contributions financières d'autres organismes	5 000	-	-	5 000
TOTAL FONDS DEDIES	147 487	2 520	45 112	104 896

11) Etat des dettes à la clôture de l'exercice

Etat des dettes		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligatoires convertibles ⁽¹⁾					
Autres emprunts obligatoires ⁽¹⁾					
Emprunts & dettes					
Etbs de	à 1 an max. à l'origine				
crédit ⁽¹⁾	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers ^{(1) (2)}					
Fournisseurs & comptes rattachés		19 734	19 734		
Personnel & comptes rattachés		37 074	37 074		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux		35 137	35 137		
Etats & autres collectiv.	Impôts sur les bénéfices		0		
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, tax & assimilés	6 063	6 063		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés					
Groupe & associés ⁽²⁾					
Autres dettes (dt det. Rel. Opér. De titr.)					
Dettes représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance		5 954	5 954		
Totaux		103 962	103 962		

renvois	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice
		Emprunts remboursés en cours d'exer.
	(2)	Montant divers emprunts, dett/associés

12) Produits constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	5 954
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	5 954

13) Charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligatoires convertibles	
Autres emprunts obligatoires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 734
Dettes fiscales et sociales	78 274
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL	98 008

14) Indemnité de départ à la retraite

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 13 282 Euros.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation	3,16 %
Table de mortalité	TH 00-02
Départ volontaire à	64 ans
Taux de turn over	0,50 %.

15) Contribution volontaire

L'association n'a pas estimé devoir valoriser les contributions volontaires en nature, celles-ci étant d'un montant peu significatif.

Les administrateurs de l'association sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération.

16) Commissaires aux comptes

Honoraires au titre de l'audit légal des comptes s'élèvent à 8 400€

17) Rémunération des organes d'administration, de direction et de surveillance

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants et salariés s'est élevé à 142 782€.

18) Effectifs

Personnel salarié :

- Cadre : 6
- Non cadre : 9
 - Dont CDD : 6

Total effectif : 15

Total ETP : 9.38